

Hors des sentiers battus

Chronique d'une vie politique (1962-2012)*

Chapitre 1 – La Harka de La Plâtrière

« J'avais 23 ans quand j'ai découvert en Algérie la violence, la souffrance et la mort.

Le 20 décembre 1957, la harka que je commande se révolte contre moi. Avec deux sous-officiers, j'occupe une ancienne ferme, La Plâtrière, sur les bords de l'oued Harrach au sud de la Mitidja. C'est la nuit, je ne dors pas, je lis « *La Modification* », un roman de Michel BUTOR dont l'action se déroule dans un train entre Paris et Rome. J'arrive à la frontière italienne, quand j'entends soudain des coups de feu éclatent, tirés de la montagne qui domine le poste. Aussitôt, d'autres tirs leur répondent, venus de l'intérieur du camp ; le poste est attaqué par des rebelles du FLN avec complicité de mes propres hommes.

Les harkis, pour la plupart, n'ont jamais tenu un fusil avant leur engagement. Ils ont abandonné leur maison et leurs champs pour rejoindre l'armée française, souvent inquiétés d'un choix qui les jetait dans un combat à nos côtés. Mais ce choix, l'ont-ils réellement fait ? Parmi eux, se trouvent des agents du FLN qui se sont infiltrés dans nos rangs, afin de saisir nos armes et de se replier ensuite dans le maquis. C'est une situation que je découvre brutalement.

Il doit être deux heures du matin. Nous sommes trois européens. Nous nous réfugions dans une pièce d'angle de la ferme qu'assiègent les mutins, nous nous barricadons avec tout ce que nous trouvons ; un vieux matelas, des chaises et des planches. Comme seuls armes, nous avons nos pistolets mitrailleurs et une caisse de grenades. Je parviens à alerter par radio le PC du régiment.

Par les fenêtres, nous tirons au jugé sur les ombres qui approchent et disparaissent dans la nuit. Nous tenons ainsi jusqu'à l'aube. Jusqu'à ce que viennent nous dégager les engins blindés de l'escadron de Ravigo du 3^{ème} régiment de Chasseurs d'Afrique.

Le jugement fut sommaire ; le colonel BOCQUET fit exécuter les rebelles devant leurs camarades et familles du village. Je n'oublierais jamais le regard de l'un d'eux, qui avait mon âge et que j'avais choisi pour devenir mon ordonnance – qu'elle inconscience – lorsqu'il s'est effondré, terrassé par les balles.

J'étais arrivé en Algérie deux mois plus tôt. Je ne connaissais ni le pays, ni les hommes, juste quelques bribes de son histoire.

J'étais un jeune homme sage, un provincial qui avait suivi le parcours classique des études d'un fils de famille : Sciences-Po, puis l'École Nationale d'Administration. Je rêvais, comme STENDHAL, d'être préfet.

Le règlement de l'école obligeait les élèves à effectuer leur service militaire avant de commencer leur scolarité. Après mes classes en Allemagne, à Trêves, au Centre d'Instruction des Divisions Blindées, je deviens élève officier à l'École de Cavalerie de Saumur, dont je sors – deuxième de ma promotion – avec le grade de sous-lieutenant. Ma spécialité est le tir sur engin blindé de reconnaissance (EBR). Mon rang de sortie me permet de choisir mon régiment d'affectation. La France est en guerre en Algérie et le 3^{ème} régiment de Chasseurs d'Afrique est équipé d'EBR ; je demande à le rejoindre.

Le PC est L'Arba, au sud et de l'Atlas blidéen. Le chef de corps est le colonel Antoine ARGOUD, surnommé « Petit prince » ; à cinquante ans, il est l'un des plus brillants officiers français. Petit au physique sec et nerveux, il parcourt l'Atlas blidéen à pied, en treillis, sans arme et le képi sur la tête.

C'est un intellectuel, qui a tiré les leçons de la guerre en Indochine. Il a étudié la guerre révolutionnaire, dont il est devenu un théoricien. Pour lui, la guerre d'Algérie n'est pas seulement une guerre d'indépendance ; il a replacé au sein d'un conflit plus vaste qui opposerait l'Occident chrétien au monde musulman. C'est un croisé de l'Algérie française, qui n'acceptera aucun compromis. Il deviendra l'un des chefs de l'OAS, un soldat perdu de l'Algérie française¹.

¹ Député, apprenant sa mort, je lui ai rendu hommage à l'Assemblée nationale le 11 juin 2004 : « Le colonel ARGOUD fut mon chef de guerre en Algérie. Je ne l'ai pas suivi dans toutes ses initiatives car, serviteur de l'état, je ne pouvais pas me rebeller contre l'état. Je souhaite que nous ayons, aujourd'hui, une pensée pour le très grand soldat qu'il fut ».

Le jour de mon arrivée, le lieutenant qui commande la harka, la troupe de supplétifs musulmans, vient d'être tué au combat. Le colonel ARGOUD m'interroge :

- *Naturellement, élève de l'ENA, vous êtes mendésiste ?*
- *Oui, mon colonel.*
- *Naturellement, vous désapprouvez ce que l'armée fait en Algérie ?*
- *Oui, mon colonel.*
- *Voulez-vous prendre la succession du lieutenant qui vient d'être tué ?*
- *Oui, mon colonel.*

Le lendemain matin, à bord d'une jeep, je pars rejoindre La Plâtrière et les harkis installés sous des tentes. Je vais vivre deux ans avec eux, créant un poste, construisant un village, sillonnant les montagnes des Beni Zermane à la tête d'un commando de chasse. Deux années de guerre et de soleil, où l'on ne pense à rien d'autre qu'à l'intensité de l'instant que l'on vit, du raid que l'on conduit, du repos que l'on goûte.

L'Atlas blidéen est un pays difficile d'accès, au relief tourmenté, au climat contrasté. Il faut avoir, sous le soleil de plâtre, gravi les sommets de Beni Irbah, connu la nuit hostile qui enveloppe un poste isolé, pour comprendre la dureté d'une guerre qui ignore tout compromis et toute nuance.

Pour lutter contre les rebelles, il faut se mettre à la dure école des longues marches silencieuses, abandonner les routes pour les petits sentiers que la carte ignore, mais que le rebelle fréquente. S'habituer à la nuit et à l'attente. Vaincre la fatigue et la peur.

A l'école d'ARGOUD, j'apprends l'art de la guérilla. Comment surprendre l'ennemi, le neutraliser, s'emparer de ses armes. J'apprends aussi à commander, à tenir en main une troupe musulmane. Nous entrons dans la dernière phase de la guerre qui déchaîne et multiplie les affrontements. J'oublie la rébellion de novembre 1957 ; je fais confiance à mes hommes, me livre entre leurs mains, souvent seul européen avec mon radio dans les opérations que je conduis. Je vis avec eux, dors au milieu d'eux, roulé dans une couverture. Nos adversaires sont plus nombreux, mieux organisés. Ils disposent d'armes modernes. Avec mes harkis, je dois affronter un ennemi invisible, beaucoup plus mobile que nous, qui frappent vite et fort. Et se retire plus vite encore.

La harka devient, peu à peu, un commando d'élite. Les harkis sont de mieux en mieux armés ; les vieux fusils Lebel de la guerre de 1914, dont on les a dotés au départ, sont remplacés par des pistolets et des fusils mitrailleurs. Nous sommes engagés dans des opérations dures, loin du poste, aux côtés de la Légion.

La troisième citation sur ma Croix de la Valeur militaire témoigne de l'âpreté des combats auxquels la harka a participé. Elle relate notre engagement à Torch Mechata le 25 avril 1959 :

« Commandant l'élément de tête du commando de chasse, le sous-lieutenant Soisson s'est élancé à la poursuite d'un bande. Après avoir fixé l'adversaire par ses feux, il l'a abordé au corps à corps et l'a forcé à pénétrer dans la zone de bouclage amie permettant ainsi la mise hors combat d'une quarantaine de rebelles en uniforme et la récupération d'une trentaine d'armes »².

Sous le tir des armes automatiques, on découvre les hommes. Certains sont paralysés par la peur. Cela ne s'explique pas, ne se justifie pas, ne se condamne pas. D'autres se révèlent des soldats magnifiques, capables de ramper sous le feu pour secourir un blessé. La peur qui vous assaille disparaît dans l'action, dans l'enchaînement des gestes à accomplir, des décisions à prendre, les ordres à donner.

En 1959, l'onde de choc de l'indépendance pénètre la population. Je vis le drame algérien comme un soldat déchiré entre son devoir de pacification et sa mission de développement. Que va devenir l'Algérie ? Nous ne savons pas. Le général DE GAULLE a-t-il songé, dès son retour au pouvoir en 1958, à une Algérie algérienne ? Je le crois. Pouvait-il l'annoncer aux officiers qui nous commandaient et l'expliquer aux Français d'Algérie ? Il ne l'a pas fait et, sur le terrain, nous avons vécu difficilement cette incertitude de l'avenir.

Comment pourrais-je oublier le jour de mardi gras 1959, au cours duquel mon adjoint, mon ami Bernard DE PEYRELONGUE, fut tué au combat à mes côtés ? A Tazouratt, nous avons accroché une compagnie du FLN, la katiba 412, et avec mon deuxième sous-officier, Jean-Noël LEURENT, nous l'avons forcée au corps à corps dans le fond de l'oued.

Je reviens au poste avec plusieurs blessés, que les hélicoptères n'ont pu évacuer. On annonce l'arrivée de Michel DEBRE. Le Premier Ministre ? C'est bien le dernier de mes soucis ! Je pleure un ami. J'ai demandé qu'on m'envoie d'urgence un médecin : soigner mes harkis blessés est ma priorité.

Michel DEBRE comprend la situation ; il me conforte et me charge de réunir les harkis et les habitants du village. Il brandit sa carte d'identité :

- *Vous resterez tous Français, comme le Premier ministre et le lieutenant !*

Nous avons tous besoin de le croire.

Chef de la harka, je suis aussi le chef du village. Je construis des maisons pour héberger les familles, crée une école, ouvre un dispensaire, un foyer, une épicerie. Le soir, dans le café maure, tous se retrouvent, militaires et civils, devant un poste de télévision qu'alimente un groupe électrogène. La Plâtrière devient une véritable communauté, qu'il me faut administrer et défendre.

C'est la période du plan de Constantine, que met en œuvre Paul DELOUVRIER. Délégué général en Algérie, il a ambition de prolonger l'action militaire par une action de développement économique.

A La Plâtrière, que de travaux dans l'été 1959 restent à entreprendre ! Je rédige rapport sur rapport pour demander les crédits nécessaires à leur réalisation.

La budget de la commune d'Hamam Mélouane, à laquelle est rattachée La Plâtrière, prévoit la construction de nouveaux logements ; les plates-formes pour les accueillir sont prêtes, mais les crédits ne sont pas débloqués. Les harkis réclament des douches, les femmes un lavoir. Le débit de la fontaine - 4 000 litres par jour - est insuffisant ; il faudrait capter une autre source. Le revêtement de la piste d'accès au poste est dégradé ; il faudrait le goudronner. Quand sera assurée l'électrification ? Une ligne à haute tension traverse le village : il faudrait construire un transformateur.

Je me prends de passion pour le travail que j'accomplis. Je suis parti à la guerre et à la guerre, je me découvre une âme de bâtisseur. Mon temps de service s'achève en juillet 1959 ; dois-je démissionner de l'ENA et m'engager dans l'armée ? J'ai évoqué ce dilemme avec le Premier ministre lors de sa venue à La Plâtrière :

- *SOISSON, ne faites pas de bêtises !*

Je l'ai écouté et lui en suis reconnaissant.

A l'automne 1959, après deux années passées à La Plâtrière, je rejoins l'ENA. La Constitution a changé ; je dois tout réapprendre ! Comme il est difficile de rentrer dans le moule de l'administration comme si de rien ne s'était passé ! A l'Ecole, il y a ceux qui ont « fait l'Algérie » et les autres. Et, parmi ceux qui ont fait l'Algérie, il y a ceux qui ont combattu et ceux qui se sont planqués dans les bureaux d'Alger.

A la veille du putsch des généraux d'avril 1961, le colonel ARGOUD, devenu chef d'Etat-major du corps d'armée d'Alger, m'écrit et me demande si je suis disposé à le rejoindre pour devenir directeur de son cabinet. Je refuse. J'ai décidé de servir l'Etat. Ce n'est pas pour me rebeller contre lui à la première occasion.

Les Français qui avaient vingt ans en 1954-1956 et qui « ont fait l'Algérie » ont été confrontés à la guerre et à la violence. Cette violence, jamais ils ne l'ont oubliée. Elle a marqué leur vie¹. Ils ont été envoyés dans un pays lointain, sans que les gouvernements successifs leur aient expliqué le sens de leur mission, de leur combat. Quand ils sont rentrés, ils se sont tus.

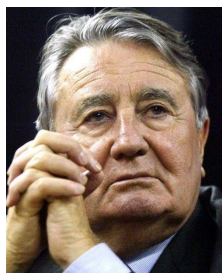
¹ Fourtunade DAVIET-NOUAL, « Ils ont fait l'Algérie », édition Connaissances et savoirs - 2011

Je reviens en Algérie, à la sortie de l'ENA, à l'automne 1961, dans une atmosphère de guerre civile. Auditeur à la Cour des comptes, je suis affecté au contrôle financier de l'Algérie, chargé de vérifier la légalité des dépenses de l'administration dans les mois qui précèdent l'indépendance. Je me suis marié et nous vivons sur les hauteurs d'Alger, à El Biar, dans une villa au milieu des citronniers. Un soir, nous revenions du cinéma quand une bombe explose sur notre passage et souffle notre voiture. Nous avons la vie sauve, Catherine et moi, grâce aux vertus de la 2 CV ! La capote est arrachée, la voiture se soulève et retombe comme un crêpe. Nous ne sommes pas blessés. Mais j'aurais connu les balles du FLN et les bombes de l'OAS.

Le 19 mars 1962 a vu l'arrêt des combats, non celui des exactions. Je vivrais toujours avec le souvenir des harkis laissés là-bas, abandonnés à la torture et à la mort. Aussi n'ai-je jamais voulu retourner en Algérie, bien que Valéry GISCARD D'ESTAING et François MITTERRAND me l'aient, tour à tour, demandé.

Au cours de l'été 1992, je me suis perdu dans le maquis corse et j'ai retrouvé la même végétation que celle de l'Atlas blidéen. J'ai rampé sous les lentisques et les arbousiers. Soudain, j'ai été assailli par le souvenir de mes combats en Algérie. Je n'étais plus en Corse, dans la montagne de Cagna ; je descendais vers les fonds de Beni Irbah. Mes harkis étaient à mes côtés ; devant moi, les arbustes tremblaient, l'ennemi allait surgir et ouvrir le feu.

J'ai alors mesuré à quel point la guerre d'Algérie a compté dans ma vie. Elle est présente en moi comme une blessure secrète. Elle a constitué l'aventure de mes vingt ans et, pour toujours, elle m'a entraîné hors des sentiers battus.



Jean-Pierre SOISSON

Député de l'Yonne de 1968 à 2012, maire d'Auxerre pendant 30 ans, deux fois président du Conseil régional de Bourgogne et ministre durant 12 ans.

* Ce chapitre est issu du livre de Jean-Pierre SOISSON « *Hors des sentiers battus* » où la chronique d'une vie politique 1962-2012, édité en 2014 par les éditions de Fallois / Paris au prix de 22,00 €.